



Mandat privé de rendement mondial Dynamique

Rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds

Pour la période close le 31 décembre 2023

Le présent rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds contient les principales données financières du Fonds, mais ne contient pas ses états financiers intermédiaires ni ses états financiers annuels. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers intermédiaires ou des états financiers annuels en composant le 1-800-268-8186 (sans frais), en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca ou celui de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, ou en nous écrivant à l'adresse suivante : 40 Temperance Street, 16th Floor, Toronto (Ontario) M5H 0B4.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon afin d'obtenir un exemplaire des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du fonds d'investissement.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et le terme « Fonds » désigne le Mandat privé de rendement mondial Dynamique.

Dans le présent document, les termes « valeur liquidative » et « valeur liquidative par part » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et les termes « actif net » et « actif net par part » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs de parts du Fonds établi aux termes des normes IFRS de comptabilité.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Fonds et les fonds sous-jacents (le cas échéant), y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements. Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme étant un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés,

comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent être imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur; et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements, les procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Résultats d'exploitation

Pour la période de six mois close le 31 décembre 2023 (la « période »), les parts de série A du Fonds ont généré un rendement total de 4,1 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement à la performance de l'indice de référence du Fonds, qui ne comporte ni frais ni charges. Le rendement des autres séries du Fonds est semblable à celui de la série A, et tout écart de rendement entre les séries résulte essentiellement des différences entre les frais de gestion, les charges d'exploitation

et les autres charges imputables à chaque série. Voir la rubrique « Rendement passé » pour le rendement des autres séries du Fonds.

Les indices de référence généraux du Fonds, soit l'indice composé S&P/TSX et l'indice des obligations universelles FTSE Canada, ont enregistré des rendements respectifs de 5,7 % et de 4,1 % au cours de la même période. Conformément au Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec les indices généraux afin de vous aider à comprendre le rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché, mais nous tenons à préciser que le mandat du Fonds peut différer considérablement de celui des indices présentés.

Au cours de la même période, l'indice de référence mixte du Fonds, composé à 20 % de l'indice composé S&P/TSX, à 20 % de l'indice Solactive GBS Developed Markets Large & Mid Cap (en CAD), à 20 % de l'indice S&P 500 (en CAD) et à 40 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada, a dégagé un rendement de 5,8 %. Nous avons inclus cette comparaison, qui reflète plus fidèlement les secteurs du marché et/ou les classes d'actifs dans lesquels le Fonds investit, afin de fournir une comparaison plus utile de la performance du Fonds.

Le Fonds a une répartition de l'actif à long terme de 60 % en actions et de 40 % en obligations. Le rendement du Fonds a affiché un rendement inférieur à celui de son indice de référence mixte pour la période, principalement en raison des stratégies de revenu d'actions canadiennes et de dividendes mondiaux, qui ont toutes deux généré des rendements positifs, mais ont nui au rendement global.

Le marché boursier canadien a terminé la période de 6 mois en territoire positif, l'indice composé S&P/TSX ayant affiché un rendement de 5,7 %. Au cours du deuxième semestre de 2023, la Banque du Canada (la « BdC ») a mis le pied sur l'accélérateur pour freiner la hausse des taux d'intérêt. Nous n'avons assisté qu'à une seule hausse des taux en juillet, les taux de maintien de 25 points de base s'établissant à 5,0 % pour le reste de la période.

Les investisseurs estiment que nous avons atteint le sommet du cycle des taux d'intérêt et s'attendent probablement à des réductions en 2024. La BdC a réitéré sa volonté de ramener l'inflation à son taux cible de 2 % avant toute discussion sur la réduction des taux d'intérêt. Pour la période, l'inflation s'est maintenue dans une fourchette de 3 % à 4 %. Bien que l'inflation se situe près de la fourchette cible, le gouverneur de la BdC demeure préoccupé par l'inflation, car « l'inflation demeure assez tenace ». L'un des responsables est le logement. Les loyers sont maintenant la plus grande préoccupation sur le plan de l'inflation, ils ont augmenté de 8,2 % en octobre, ce qui représente la plus forte augmentation des loyers depuis plus de 40 ans.

Dans ce contexte, l'économie s'est contractée de -0,3 % au troisième trimestre, les dépenses de consommation étant demeurées stables. Les prix du pétrole ont atteint un sommet de 93 \$ US en septembre et ont chuté à environ 70 \$ US au début de la période. En dépit d'une croissance économique modeste, les marchés des actions, qui sont considérés comme un indicateur de premier plan, ont réagi positivement à la pause de la banque centrale, enregistrant une remontée de 8,1 % de l'indice composé

S&P/TSX au quatrième trimestre en prévision d'une baisse éventuelle des taux en 2024.

Sept des 11 secteurs de la classification Global Industry Classification Standard (« GICS ») affichent des rendements positifs au cours de la période de 6 mois. Les secteurs les plus performants ont été les soins de santé, les technologies de l'information et les services financiers. Les secteurs les moins performants ont été les services de communication, les services aux collectivités et les matériaux.

Au cours de la période, le dollar canadien s'est déprécié par rapport à l'euro et au yen japonais, tout en demeurant stable par rapport à la livre sterling et au dollar américain.

La stratégie Actions canadiennes productives de revenu a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice, principalement en raison de la sous-pondération et de la sélection des titres dans les secteurs des technologies de l'information et de la finance.

Les actions mondiales ont progressé au cours de la période de 6 mois, l'indice MSCI Monde (en CAD) ayant affiché un rendement de 7,3 %. Pendant le second semestre de l'année, les grandes banques centrales du monde entier ont montré qu'elles avaient gagné la bataille pour ramener l'inflation près de leur(s) fourchette(s) cible(s). Des conditions monétaires serrées ont augmenté les probabilités d'une récession cette année. Cependant, l'inflation dans les pays développés a plus que diminué de moitié, tandis que la croissance est demeurée résiliente et que la récession, dont bien des gens se sont inquiétés, ne s'est jamais produite.

Les investisseurs s'attendent à ce que les grandes banques centrales passent d'une position « ferme » à une position plus « souple ». En fait, le président de la Réserve fédérale américaine (la « Fed »), M. Powell, a indiqué que la Fed est consciente du risque de maintenir les taux d'intérêt à des niveaux restrictifs trop longtemps. M. Powell a ajouté : « Vous ne voulez pas attendre d'atteindre [une inflation de] 2 % pour réduire les taux. Il serait trop tard. » En novembre, l'inflation aux États-Unis s'est établie à 3,1 %, soit près de son taux cible de 2 %. Les investisseurs ont été très heureux d'apprendre cette nouvelle, ce qui a donné lieu à une reprise pour Noël au quatrième trimestre, l'indice MSCI Monde (en CAD) ayant affiché un rendement de 9,1 %.

Dix des 11 secteurs de la classification GICS affichent des rendements positifs au cours de la période de 6 mois, les services financiers, les services de communication et les technologies de l'information ayant le plus contribué au rendement de l'indice. Les secteurs les moins performants ont été les biens de consommation de base, les services publics et les soins de santé.

Les composantes actions du Fonds ont toutes dégagé de solides rendements positifs, mais la stratégie mondiale en matière de dividendes et stratégie nord-américaine ont affiché un rendement inférieur à leurs indices de référence respectifs. Dans la stratégie mondiale en matière de dividendes, les facteurs qui ont nui au rendement sont principalement la sélection de titres dans les secteurs de la finance et la consommation discrétionnaire.

La stratégie nord-américaine a affiché un rendement inférieur à son indice de référence mixte au cours de la période. Cette

évolution s'explique principalement par la sous-pondération du portefeuille et la sélection des titres dans le secteur des technologies de l'information, ainsi que par la sélection des titres dans le secteur des services aux collectivités. Bien que les technologies de l'information figurent parmi les principales pondérations sectorielles de la stratégie, le portefeuille est sous-pondéré par rapport à l'indice de référence mixte, compte tenu de la concentration du marché dans ce secteur. Dans le secteur des services aux collectivités, les positions axées sur les énergies renouvelables ont pesé sur les résultats au cours de la période.

La stratégie Actions internationales avec dividende a dégagé un rendement positif, qui a également affiché un rendement supérieur à celui de son indice de référence au cours de la période. Les principales contributions au rendement ont été les stratégies de répartitions aux secteurs des matériaux et de la finance. Le fonds demeure bien diversifié sur le plan géographique, le Royaume-Uni, Singapour, l'Allemagne et le Mexique représentant les pondérations les plus importantes.

Le marché obligataire canadien, représenté par l'indice des obligations universelles FTSE Canada, a affiché un rendement de 4,1 % pour la période de 6 mois se terminant le 31 décembre 2023, les banques centrales ayant commencé à interrompre leurs hausses de taux. En octobre, le rendement des obligations du gouvernement du Canada à 10 ans a atteint son niveau le plus élevé en 16 ans, stimulé par de nombreux facteurs, dont la solidité des données sur l'emploi et la possibilité de nouvelles hausses de taux. À partir de ces sommets, une remontée massive a poussé les rendements des obligations à 10 ans, à 3,1 %. La Banque du Canada a haussé son taux directeur de 25 points de base (« pdb ») en juillet, mais elle a suspendu son calendrier de hausse des taux pour le reste de l'année, de nombreux investisseurs s'attendant plutôt à des baisses de taux en 2024.

Les écarts de taux des titres de qualité et des titres à rendement élevé, mesurés par les indices d'écarts corrigés en fonction des options ICE BofA Canadian Corporate, se sont redressés au début de l'année avant de s'élargir pendant la crise bancaire en mars. Les écarts se sont ensuite rétrécis de novembre à la fin de l'exercice.

La composante titres à revenu fixe du Fonds a affiché un rendement supérieur à l'indice des obligations universelles FTSE Canada.

Le Mandat privé de stratégies actives de crédit Dynamique a affiché un rendement supérieur à l'indice de référence mixte pour la période. Le rendement général peut être attribué à une large surpondération du crédit par rapport à l'indice de référence, à l'allocation stratégique aux secteurs bénéficiant d'un environnement inflationniste, à la sélection du crédit et à l'absence d'exposition aux émetteurs du secteur de la consommation discrétionnaire dont les profils financiers sont fragilisés. Tout d'abord, une surpondération a été maintenue dans les secteurs qui ont bénéficié d'un environnement inflationniste, tels que l'énergie et l'exploitation minière. Deuxièmement, cette stratégie a sous-pondéré le secteur de la consommation discrétionnaire et les émetteurs pour lesquels notre processus de recherche fondamentale a mis en évidence une détérioration des bilans. Les fluctuations des taux de change n'ont pas eu d'impact sur le

rendement, car l'exposition au risque de change est entièrement couverte, ce qui permet de maintenir l'accent sur la génération de rendements à partir de la stratégie de placement de base. À la fin de la période, le rendement à l'échéance était de 6,10 %, tandis que la durée financière des taux d'intérêt était de 4,96 ans.

Le rendement du Mandat privé actif d'obligations de base Dynamique a été semblable à celui de son indice de référence pour la période. Une surpondération des obligations à rendement réel aurait été préjudiciable, car les attentes du marché en matière de modération de l'inflation ont entraîné un rétrécissement des seuils de rentabilité des obligations à rendement réel au cours de la période. Une pondération supérieure à celle de l'indice de référence a contribué au rendement, les obligations de sociétés ayant surclassé les obligations d'État. La durée financière a été gérée activement tout au long de la période et a été ramenée d'une position courte à une position plus neutre par rapport à l'indice de référence vers la fin de l'année.

Le Mandat privé tactique d'obligations Dynamique a affiché un rendement inférieur à son indice de référence pour la période. Une durée financière plus courte que celle de l'indice de référence a contribué positivement à la première moitié de la période lorsque les rendements ont augmenté, mais a été un facteur négatif lorsque les rendements ont chuté au T4. La surpondération de la durée financière américaine en octobre a été un facteur négatif, les États-Unis s'étant fortement repliés. La stratégie a bénéficié d'un élargissement des écarts de crédit dans le contexte d'une volatilité accrue des marchés au T3, car nous étions positionnés de manière plus courte en ce qui concerne le crédit. La position longue de la stratégie sur le CDX en décembre a pesé sur le rendement en raison de la compression des écarts de crédit. La durée financière a été gérée activement au cours de la période, restant courte au T3 mais dépassant l'indice de référence pour la première fois en un an en octobre. La durée financière a été réduite de nouveau au T4 et a terminé la période à 5,2 ans.

La valeur liquidative du Fonds a augmenté, passant de 2,0 milliards de dollars au 30 juin 2023 à 2,1 milliards de dollars au 31 décembre 2023. Cette variation s'explique par des gains sur les placements de 87,6 millions de dollars, par des distributions en trésorerie de 5,9 millions de dollars et par des rachats nets de 42,7 millions de dollars. Les résultats des placements du Fonds comprennent des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre. Les revenus et les charges du Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements productifs de revenu.

Certaines séries du Fonds peuvent, le cas échéant, verser des distributions selon un taux établi par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées par une série est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés attribuée à la série en question, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement ou à atteindre ses objectifs de placement.

Événements récents

Aucun événement récent n'a eu ou n'est susceptible d'avoir une incidence importante sur le Fonds.

Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % du courtier en fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut effectuer des opérations ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette rubrique a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Certaines séries du Fonds paient des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois.

Frais d'administration à taux fixe et frais du Fonds

Le gestionnaire assume les charges d'exploitation du Fonds autres que les frais du Fonds. En contrepartie, le Fonds paie au gestionnaire des frais d'administration à taux fixe (les « frais d'administration à taux fixe ») à l'égard de chaque série du Fonds. Ces frais d'administration à taux fixe sont présentés dans les états financiers du Fonds. Les frais d'administration à taux fixe correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative d'une série du Fonds, et ils sont calculés et payés de la même façon que les frais de gestion du Fonds. De plus amples renseignements sur les frais d'administration à taux fixe sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

En outre, chaque série du Fonds est responsable du paiement de sa quote-part de certaines charges d'exploitation du Fonds (les « frais du Fonds »). De plus amples renseignements sur les frais du Fonds sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'une série du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

Commissions de courtage

De temps à autre, le Fonds peut conclure des opérations sur les titres en portefeuille avec Scotia Capitaux Inc. ou avec d'autres

maisons de courtage liées dans lesquelles la Banque Scotia détient une participation importante (les « courtiers liés »). Ces courtiers liés peuvent toucher des commissions ou des marges dans la mesure où ces opérations sont réalisées selon des conditions comparables à celles des opérations effectuées avec des courtiers non liés.

Au cours de la période, le Fonds a versé des commissions s'élevant à 18 000 \$ à des courtiers liés.

Services de placement

Certains courtiers inscrits qui distribuent les parts du Fonds sont des parties liées au Fonds et au gestionnaire. Le gestionnaire peut verser une commission de suivi aux courtiers, qui est négociée avec ces derniers et dont le montant varie selon les actifs que leurs clients ont investis dans le Fonds. Au cours de la période, le gestionnaire pourrait également leur verser des commissions de suivi sur les titres achetés ou détenus au moyen d'un compte de courtage réduit.

Autres frais

Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent recevoir des commissions ou réaliser des gains dans le cadre de différents services offerts au Fonds ou de différentes opérations effectuées avec celui-ci, comme des opérations bancaires et des opérations de courtage, de change ou sur instruments dérivés. Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent réaliser un gain de change lorsque les porteurs de parts procèdent à des échanges de parts entre des séries libellées dans des monnaies différentes.

Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de quatre membres – Stephen J. Griggs (président), Steven Donald, Heather A. T. Hunter et Jennifer L. Witterick – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Celles-ci permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue

à l'égard d'une situation de conflit d'intérêts précise à condition qu'il respecte les politiques et procédures applicables à ce type de situation et qu'il rende régulièrement des comptes à ce sujet au CEI. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. Chaque membre du CEI reçoit une provision d'honoraires annuelle de 62 000 \$ (77 000 \$ pour le président), en plus du remboursement de ses dépenses pour chaque réunion. La rémunération et les dépenses des membres du CEI, en plus des frais juridiques associés, ont été répartis d'une manière jugée juste et raisonnable par le gestionnaire entre les Fonds pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération est essentiellement constituée de la provision d'honoraires annuelle. Les frais du CEI peuvent inclure des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au gestionnaire relativement aux opérations du Fonds avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage pour l'exécution d'opérations sur titres à une partie liée qui agit en tant que placeur pour compte et placeur principal pour le compte du Fonds;
- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement ou à un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;
- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;

- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;
- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier désigné avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier principal avec une partie liée.

Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le gestionnaire a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Faits saillants financiers ».

Actif net par part du Fonds (\$)¹

	Augmentation (diminution) liée aux activités					Distributions				Actif net, à la clôture de la période¹		
	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités²	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en Remboursement de capital		Total des distributions³	
Série A												
31 déc. 2023	10,49	0,22	(0,11)	0,06	0,26	0,43	–	(0,05)	–	(0,15)	(0,20)	10,71
30 juin 2023	9,91	0,31	(0,22)	0,10	0,79	0,98	–	(0,07)	–	(0,33)	(0,40)	10,49
30 juin 2022	11,22	0,27	(0,24)	0,13	(1,14)	(0,98)	–	(0,04)	(0,40)	–	(0,44)	9,91
30 juin 2021	10,41	0,24	(0,24)	0,59	0,62	1,21	–	–	–	(0,40)	(0,40)	11,22
30 juin 2020	10,73	0,20	(0,23)	(0,16)	0,11	(0,08)	–	(0,02)	(0,22)	(0,16)	(0,40)	10,41
30 juin 2019*	10,00	0,23	(0,15)	0,16	0,76	1,00	–	(0,01)	(0,01)	(0,24)	(0,26)	10,73

* Les parts de série A ont été lancées le 30 octobre 2018.

MANDAT PRIVÉ DE RENDEMENT MONDIAL DYNAMIQUE

Pour la période close le	Augmentation (diminution) liée aux activités					Distributions					Actif net, à la clôture de la période ¹⁾	
	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités ²⁾	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital		Total des distributions ³⁾
Série F												
31 déc. 2023	12,03	0,25	(0,06)	0,07	0,29	0,55	(0,03)	(0,10)	–	(0,08)	(0,21)	12,38
30 juin 2023	11,18	0,35	(0,12)	0,11	0,91	1,25	(0,04)	(0,17)	–	(0,18)	(0,39)	12,03
30 juin 2022	12,66	0,30	(0,13)	0,16	(1,19)	(0,86)	(0,01)	(0,18)	(0,46)	–	(0,65)	11,18
30 juin 2021	11,56	0,27	(0,13)	0,65	0,70	1,49	–	(0,14)	–	(0,26)	(0,40)	12,66
30 juin 2020	11,77	0,21	(0,13)	(0,08)	0,14	0,14	(0,02)	(0,14)	(0,26)	–	(0,42)	11,56
30 juin 2019	11,28	0,34	(0,12)	0,16	0,56	0,94	(0,06)	(0,13)	(0,05)	(0,16)	(0,40)	11,77
Série FH (en USD)												
31 déc. 2023	12,11	0,25	(0,06)	0,21	0,16	0,56	(0,03)	(0,10)	–	(0,05)	(0,18)	12,54
30 juin 2023	11,16	0,35	(0,12)	0,85	0,61	1,69	(0,04)	(0,18)	–	(0,14)	(0,36)	12,11
30 juin 2022	12,52	0,33	(0,13)	0,57	(1,17)	(0,40)	(0,01)	(0,15)	(0,41)	–	(0,57)	11,16
30 juin 2021	11,37	0,27	(0,13)	(0,73)	1,02	0,43	–	(0,13)	–	(0,22)	(0,35)	12,52
30 juin 2020	11,45	0,21	(0,13)	0,50	0,16	0,74	(0,02)	(0,13)	(0,25)	–	(0,40)	11,37
30 juin 2019	10,85	0,32	(0,11)	0,64	0,03	0,88	(0,05)	(0,12)	(0,05)	(0,13)	(0,35)	11,45
Série I												
31 déc. 2023	11,74	0,24	(0,02)	0,07	0,27	0,56	(0,05)	(0,11)	–	(0,07)	(0,23)	12,09
30 juin 2023	10,91	0,34	(0,04)	0,11	0,88	1,29	(0,08)	(0,21)	–	(0,17)	(0,46)	11,74
30 juin 2022	12,36	0,30	(0,04)	0,16	(1,16)	(0,74)	(0,03)	(0,24)	(0,45)	–	(0,72)	10,91
30 juin 2021	11,28	0,26	(0,04)	0,63	0,69	1,54	–	(0,22)	–	(0,24)	(0,46)	12,36
30 juin 2020	11,49	0,21	(0,04)	(0,08)	0,15	0,24	(0,07)	(0,17)	(0,26)	–	(0,50)	11,28
30 juin 2019	11,00	0,33	(0,04)	0,15	0,48	0,92	(0,14)	(0,12)	(0,05)	(0,15)	(0,46)	11,49

1) Ces renseignements proviennent des états financiers intermédiaires et des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative par part. Ces différences sont expliquées à la note 2 afférente aux états financiers du Fonds. La valeur liquidative par part à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ». Pour la série FH, les données sont présentées en dollars américains. Pour toutes les autres séries, les données sont présentées en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle du Fonds.

2) L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour une série donnée au cours de la période.

3) Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des parts supplémentaires du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$) ¹⁾	Nombre de parts en circulation ¹⁾	Ratio des frais de gestion (RFG) (%) ²⁾	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) ²⁾	Ratio des frais d'opérations (%) ³⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁴⁾	Valeur liquidative par part (\$) ⁵⁾
Série A							
31 déc. 2023	802 655	74 940 121	2,00*	2,00*	0,05*	16,25	10,71
30 juin 2023	767 598	73 168 838	2,01	2,01	0,05	32,24	10,49
30 juin 2022	690 529	69 663 017	2,00	2,01	0,04	46,95	9,91
30 juin 2021	667 247	59 458 730	2,00	2,02	0,07	59,16	11,22
30 juin 2020	538 528	51 738 522	2,00	2,07	0,09	61,65	10,41
30 juin 2019	238 938	22 277 317	2,00*	2,33*	0,06	41,31	10,73
Série F							
31 déc. 2023	1 038 141	83 860 161	0,91*	0,91*	0,05*	16,25	12,38
30 juin 2023	1 026 076	85 320 107	0,91	0,91	0,05	32,24	12,03
30 juin 2022	1 016 152	90 871 165	0,91	0,91	0,04	46,95	11,18
30 juin 2021	1 132 611	89 484 396	0,91	0,91	0,07	59,16	12,66
30 juin 2020	989 684	85 587 257	0,92	0,92	0,09	61,65	11,56
30 juin 2019	857 013	72 846 744	0,92	0,93	0,06	41,31	11,77
Série FH (en USD)							
31 déc. 2023	4 785	381 671	0,90*	0,90*	0,05*	16,25	12,54
30 juin 2023	4 659	384 741	0,90	0,90	0,05	32,24	12,11
30 juin 2022	5 244	469 774	0,90	0,90	0,04	46,95	11,16
30 juin 2021	6 208	496 052	0,90	0,90	0,07	59,16	12,52
30 juin 2020	4 946	435 119	0,91	0,91	0,09	61,65	11,37
30 juin 2019	4 324	377 466	0,91	0,93	0,06	41,31	11,45
Série I							
31 déc. 2023	206 318	17 059 413	0,18*	0,18*	0,05*	16,25	12,09
30 juin 2023	214 356	18 251 429	0,18	0,18	0,05	32,24	11,74
30 juin 2022	216 343	19 823 149	0,18	0,18	0,04	46,95	10,91
30 juin 2021	245 315	19 845 972	0,18	0,18	0,07	59,16	12,36
30 juin 2020	220 728	19 563 679	0,19	0,19	0,09	61,65	11,28
30 juin 2019	192 850	16 789 296	0,19	0,19	0,06	41,31	11,49

* Annualisé

1) Données à la date de clôture des périodes indiquées.

- 2) Le ratio des frais de gestion, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de chaque série du Fonds et de la quote-part des charges des fonds sous-jacents (les fonds communs de placement, les FNB et les fonds à capital fixe), le cas échéant, pour la période indiquée, et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période.
- 3) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des autres coûts de transactions du portefeuille, des coûts d'emprunt à court terme et des intérêts sur la dette du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.
- 4) Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille d'un Fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les coûts de gestion du Fonds, les analyses, recommandations et décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres du Fonds, le marketing et la promotion du Fonds ainsi que la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

	Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autre [†] (%)
Série A	1,65	58,8	41,2
Série F	0,65	–	100,0
Série FH	0,65	–	100,0
Série I*	s. o.	–	–

* Les frais de gestion de cette série sont négociés et payés directement par les porteurs de parts concernés et non par le Fonds.

† Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

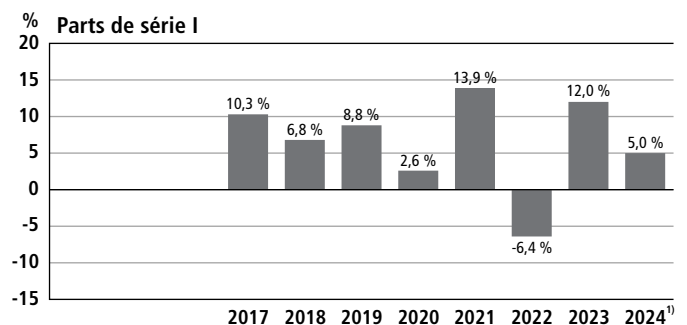
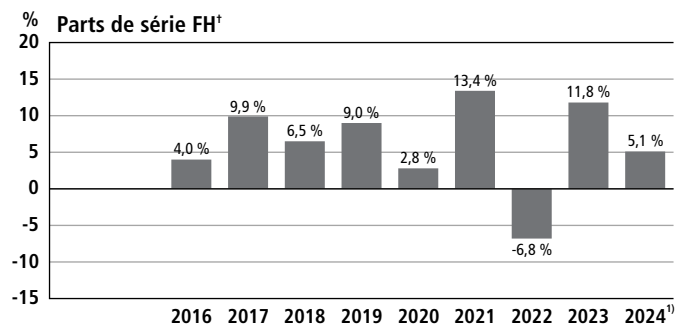
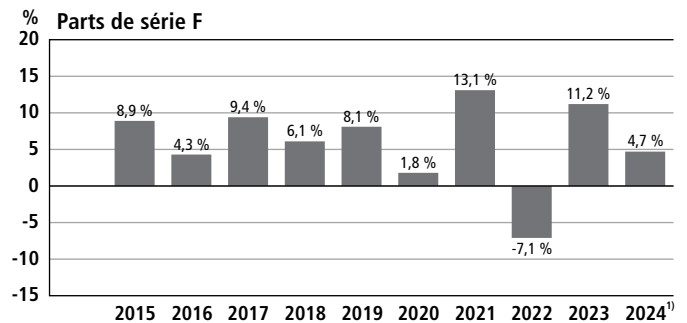
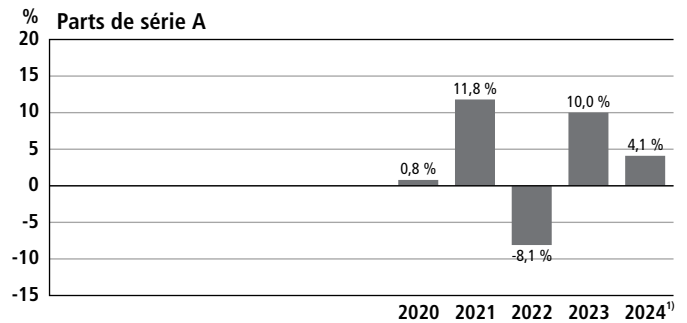
Rendement passé

Les rendements passés de chaque série sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les distributions effectuées par chaque série du Fonds pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles de la même série. Cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution, ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

Rendements annuels

Les graphiques ci-dessous présentent le rendement pour chaque série du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de chaque exercice, d'un placement effectué le premier jour de l'exercice pour cette série.

(exercices clos les 30 juin)



1) Période de six mois close le 31 décembre 2023.

† Les rendements de la série FH sont établis selon la valeur liquidative par titre en dollars américains.

Aperçu des titres en portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour trimestrielles peuvent être obtenues gratuitement en composant le 1-800-268-8186 ou en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre, sauf pour les données au 30 juin, date de clôture d'exercice du Fonds, lesquelles sont disponibles dans les 90 jours suivant cette date.

Par catégorie d'actif	Pourcentage de la valeur liquidative [†]
Actions	63,4
Fonds sous-jacents	35,3
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	1,0
Autres éléments d'actif (de passif) net	0,3

Par pays / région ¹⁾	Pourcentage de la valeur liquidative [†]
Canada	50,8
États-Unis	29,1
Suisse	3,9
Israël	3,1
Japon	3,1
Royaume-Uni	2,0
Danemark	1,4
Allemagne	1,4
France	1,4
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	1,0
Pays-Bas	1,0
Belgique	0,5
Espagne	0,5
Australie	0,5

Par secteur ¹⁾²⁾	Pourcentage de la valeur liquidative [†]
Fonds de titres à revenu fixe	35,2
Technologies de l'information	12,0
Finance	11,7
Industrie	10,7
Soins de santé	7,1
Consommation discrétionnaire	5,6
Immobilier	3,9
Énergie	3,3
Consommation de base	3,3
Services de communication	2,2
Services aux collectivités	1,9
Matériaux	1,8
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	1,0

25 principaux titres en portefeuille	Pourcentage de la valeur liquidative [†]
Mandat privé de stratégies actives de crédit Dynamique, série O	12,2
Mandat privé actif d'obligations de base Dynamique, série O	11,8
Mandat privé tactique d'obligations Dynamique, série O	11,3
Microsoft Corporation	3,1
Apple Inc.	2,0
JPMorgan Chase & Co.	1,8
UnitedHealth Group Incorporated	1,4
Visa Inc., cat. A	1,4
Novo Nordisk A/S, CAAE	1,4
Interroll Holding AG	1,3
Oracle Corporation	1,2
Elbit Systems Ltd.	1,2
Broadcom Inc.	1,1
Mastercard Incorporated, cat. A	1,1
Banque Royale du Canada	1,1
Belimo Holding AG	1,1
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	1,0
McDonald's Corporation	1,0
Exxon Mobil Corporation	1,0
La Banque Toronto-Dominion	0,9
Azrieli Group Ltd.	0,9
Alphabet Inc., cat. A	0,9
Canadian Natural Resources Limited	0,8
American Tower Corporation	0,7
Eli Lilly and Company	0,7

1) Compte non tenu des autres éléments d'actif (de passif) net et des instruments dérivés.

2) Compte non tenu des obligations et des débetures.

† Ceci se réfère à la valeur liquidative transactionnelle.